

Création d'emplois au Québec

L'hiver prochain, le Québec recevra \$48 674 000 pour créer des emplois, a annoncé récemment le ministre des Approvisionnements et Services, M. Roch LaSalle. Ces crédits sont ceux de la quatrième et dernière phase du programme Canada au Travail, qui se poursuivra pendant une autre année. Le programme est doté d'un crédit de quelque \$100 millions dont 98 p.c. seront alloués au Québec et aux provinces de l'Atlantique. La Colombie-Britannique, le Yukon, les Territoires-du-Nord-Ouest se partageront le reste.

"Le programme Canada au travail ne saurait résoudre tous nos problèmes de chômage l'hiver prochain, a dit M. LaSalle, mais il sera sûrement d'une aide considérable."

Pour les femmes qui travaillent

Le Bureau de la main-d'oeuvre féminine jouera un rôle actif, a déclaré, le 24 juillet, le ministre du Travail, M. Lincoln Alexander. "Le Bureau, a-t-il dit, évaluera ce que les employeurs relevant du Ministère ont fait pour améliorer la situation de la femme au travail et il entreprendra, sous le signe de la consultation et de la concertation, un vaste effort visant à obtenir des résultats concrets. Il assurera le respect des dispositions du Code du travail du Canada afin que les femmes en profitent pleinement. Il continuera de faire des sondages et d'en publier les résultats, faisant ressortir les facteurs qui empêchent les femmes de participer sur un pied d'égalité à l'économie canadienne."

Le Bureau continuera en outre à suivre de près l'évolution des politiques et des programmes fédéraux relatifs à la rémunération égale pour un travail équivalent et à la discrimination sexuelle. Sur la foi de ses constatations, le Bureau recommandera des modifications à apporter aux lois et aux politiques.

Le Bureau s'intéressera aussi aux problèmes auxquels se heurtent les femmes immigrantes pour obtenir des conditions justes sur le marché du travail.

M. Alexander a fait ces remarques à l'occasion de la nomination de Mme Ratna Ray au poste de directeur du Bureau, poste qui était resté vacant plusieurs mois.

"Francotrain" au service des militaires francophones

Le programme Francotrain est un exemple de l'apport des Forces canadiennes à la politique de bilinguisme du gouvernement fédéral. Dans l'article qui suit le capitaine Gérald Baril, rédacteur en chef de Sentinelle, fait le point, dix ans après la création du programme.

Au cours des derniers mois de l'année 1969, les Forces canadiennes mettaient sur pied un programme qui allait permettre aux militaires francophones de suivre les cours de formation dans leur langue maternelle. Dix années se sont écoulées depuis que ce programme, communément appelé *Francotrain*, faisait ses premiers pas. Le progrès accompli est remarquable.

Le major Gérard Massé, responsable du programme, dispose de nombreuses données statistiques qui prouvent le succès de ce grand projet. Jadis, le succès des Canadiens français qui s'engageaient dans les Forces dépendait de leur facilité à apprendre l'anglais et à travailler dans cette langue. Avant 1969, le taux de réussite des francophones au niveau des cours élémentaires s'élevait à 65 p.c., alors qu'il était de 85 p.c. chez les anglophones. L'année dernière, le taux de réussite des francophones qui ont suivi des cours dans leur langue maternelle atteignait 90 p.c.

Au début, on offrait seulement quatre cours d'apprentissage en français au niveau d'emploi 3; on en compte aujourd'hui 47 sur un total de 66. Quant aux

cours élémentaires (phase 2) offerts aux officiers, 12 sur 26 se donnent en français. Toutefois, les services bilingues pour les cours plus avancés sont moins nombreux. En effet, il n'existe que quatre cours disponibles en français au niveau d'emploi 6A sur une possibilité de 42. "C'est là un moindre mal, d'expliquer le major Massé, puisque à ce niveau rares sont les francophones qui ne maîtrisent pas la langue anglaise."

  l'heure actuelle, le programme est en vigueur dans plus de 40 écoles et collèges. Toutefois, malgré un essor remarquable, il reste encore quelques améliorations à apporter pour atteindre les objectifs fixés. Entre autres, il faudra traduire plusieurs films et un certain nombre de manuels d'instruction. Il faudra également augmenter les effectifs du personnel bilingue qui ne se situent présentement qu'à 59 p.c. du nombre requis...

Lors des deux prochaines années, 16 autres cours d'apprentissage seront accessibles en français. Plus de 67 p.c. de tous les cours des Forces canadiennes seront données dans les deux langues officielles... *Sentinelle*, 1979, n. 3.

Matériel hydro-électrique canadien au Salvador

Le Canada fournira du matériel et de l'équipement d'une valeur de plus de \$10 millions au Salvador pour améliorer l'alimentation en électricité de ses régions rurales et urbaines par la mise en valeur de ressources hydrauliques et géothermiques.

En vertu d'une entente entre les deux pays, le Canada, par l'entremise de l'ACDI, fournira à cette république d'Amérique centrale \$8,3 millions en prêt et \$1 million en subvention.

La contribution canadienne s'inscrit dans le cadre d'un projet de construction d'une installation hydro-électrique et géothermique de \$200 millions, la centrale San Lorenzo, qui s'élèvera sur le Lempa dont le bassin couvre la moitié du Salvador. Le projet, qui réunit plusieurs donateurs comprend la réalisation d'une ligne de transmission de 100 km et de centrales

dans les régions rurales du pays afin d'alimenter l'industrie et les particuliers.

Un consultant canadien se chargera des achats au Canada et de l'expédition du matériel, et la Comision Ejecutiva Hydro-electrica del Rio Lempa (CEL) s'occupera de la logistique et des travaux au Salvador.

Le programme de coopération de l'ACDI au développement du Salvador vise également à améliorer la pêche en eau douce et en mer, à tripler la production de semences pour la culture du riz, des haricots et du ma , et à construire un réseau d'adduction d'eau qui alimentera 160 collectivités.

Le Canada a aussi fourni une assistance technique à l'Agence nationale de planification ainsi que quelques bourses d'études de courte durée.

Directions du développement, mai-juin 1979.